

DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2026

OBJET MIS EN DELIBERATION :

N°2026-05-05 : DELEGATION DE POUVOIRS AU PRESIDENT

Membres composant le Comité Syndical	9	totalisant	100	voix
Délégués composant le Comité Syndical	21	totalisant	100	voix
Membres présents	6			
Délégués présents	18	totalisant	92	voix
Délégués excusés et représentés	2	totalisant	3	voix
Délégués absents excusés	2	totalisant	5	voix

Pour	95 voix
Contre	0 voix
Absentions	0 voix
Ne prennent pas part au vote	0 voix

L'an deux mil vingt-six, le vingt-huit mai, à quatorze heures et cinq minutes, les membres du Comité Syndical se sont réunis à l'Hôtel de Ville de Saint-Maur, sous la présidence de Monsieur Pierre-Michel DELECROIX, Président. Ils avaient été convoqués le 20 mai 2026.

DELEGUES PRESENTS

M. DELECROIX, Président, représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (10 voix),
M. SERERO, Vice-Président, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, (5 voix),
M. MILOT, Vice-Président, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (5 voix),
Mme BARNIER, Vice-Présidente, représentante de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, (5 voix),
M. CASTILLE, représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix),
Mme FRANKHAUSER, représentante de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix),
M. RIBEIRO représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, suppléant (8 voix),
Mme WALRAVE, représentante de l'EPT Grand Paris Grand Est, (5 voix),
M. MARTINACHE, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, (5 voix),
M. LEPONT, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, suppléant (4 voix),
Mme AMOUROUX, représentante de l'EPT Grand Paris Grand Est, suppléante,
M. VERNY, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (5 voix),
Mme MELIGNE, représentante de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (5 voix),
M. TRAYAUX, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (5 voix),
M. NILES, représentant de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, (5 voix),
M. STAUDER, représentant de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, (5 voix),
M. VEDIE, représentant de la Métropole du Grand Paris, (4 voix),
Mme MANCA, représentante de HAROPA Ports, (1 voix),

DELEGUES ABSENTS REPRESENTES

Mme DURAND, représentante du Conseil Départemental du Val de Marne, qui a donné pouvoir à M. DELECROIX, (2 voix),
Mme ARAMIS, représentante du Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Morbras, qui a donné pouvoir à Mme BARNIER, (1 voix),

MEMBRES ABSENTS EXCUSES

Mme ou M. le Délégué, représentant de la Métropole du Grand Paris, (4 voix) (pas désigné à ce jour)
M. MIE, représentant de la Chambre de métiers 94, (1 voix)

ETAIENT EGALEMENT PRESENTS

M. DEBARRE, Directeur, Syndicat Marne Vive
Mme COCHARD, Animatrice SAGE, Syndicat Marne Vive
M. DESPRES, Chargé d'études eau dans la ville, Syndicat Marne Vive
Mme BONNAL, Chargée d'étude baignade et lutte contre la pollution, Syndicat Marne Vive
M. DEPEGE, Responsable des affaires générales, Syndicat Marne Vive
Mme DE DEUS, Stagiaire, Syndicat Marne Vive
M. ANTOINE – TRONY, Stagiaire, Syndicat Marne Vive
M. LAMOISSIERE, Chef de service stratégie eau et territoires, Conseil Départemental du Val-de-Marne

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

M. Nicolas SERERO est désigné pour remplir cette fonction, procède à l'appel nominal

DESIGNATION DE L'AUXILIAIRE AU SECRETAIRE DE SEANCE

M. Clément DEPEGE est désigné comme auxiliaire au secrétaire de séance, fonction qu'il accepte.

Accusé de réception en préfecture
094-259401057-20260528-2026-05-05-DE
Date de télétransmission : 05/06/2026
Date de réception en préfecture : 05/06/2026

N°2026-05-05 : DELEGATION DE POUVOIRS AU PRESIDENT**Le Comité Syndical ;**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.5211-10, L.2122-22 et L.2122-23 ;

Vu l'arrêté inter préfectoral n°2018-2277 du 2 juillet 2018 approuvant les statuts du Syndicat Marne Vive ;

Considérant qu'il apparaît nécessaire d'attribuer au Président des délégations pour la durée de son mandat afin de faciliter le fonctionnement du Syndicat ;

Considérant que les délégations visées ci-dessous permettent d'alléger l'ordre du jour des séances du Comité Syndical et de régler rapidement certaines affaires sans attendre la tenue d'un Comité Syndical ;

Considérant qu'aux termes de l'article L2122-22 et 23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président peut, par délégation du Comité Syndical, être chargé pour la durée de son mandat :

- De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ; (5°)
- De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ; (6°)
- De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement de la collectivité ; (7°)
- D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ; (9°)
- De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ; (10°)
- De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ; (11°)
- D'intenter au nom de la collectivité les actions en justice ou de défendre la collectivité dans les actions intentées contre elle, dans les conditions définies par son assemblée délibérante, et de transiger avec les tiers dans la limite de 5000 € pour les communes de 50 000 habitants et plus ; (16°)
- De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par la collectivité ; (20°)
- D'autoriser, au nom de la collectivité, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont il est membre ; (24°)
- De demander, à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par l'assemblée délibérante, l'attribution de subventions ; (26°)
- D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement ; (29°)
- D'admettre en non-valeur les titres de recettes présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur à un seuil fixé par délibération de l'assemblée délibérante, qui ne peut être supérieur à un seuil fixé par décret. Ce même décret précise les modalités suivant lesquelles l'autorité rend compte à l'assemblée délibérante de l'exercice de cette délégation ; (30°)
- D'autoriser les mandats spéciaux que les membres du comité syndical peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus à l'article L. 2123-18 du CGCT. (31°)

Considérant que les décisions prises conformément à ces délégations feront l'objet d'une communication par le Président lors des différentes séances du Comité Syndical ;

Considérant que le Président peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au directeur général des services ;

Sur proposition de Monsieur le Président ;

N°2026-05-05 : N°2026-05-05 : DELEGATION DE POUVOIRS AU PRESIDENT**Après examen et délibéré :**

Article 1	<p>Autorise, par délégation du comité syndical, le Président du Comité syndical, pour la durée de son mandat, conformément aux articles L2122-22 et 23 du Code Général des Collectivités Territoriales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget. La délégation concerne toutes les décisions visées relatives aux marchés, accords-cadres et avenants, sans limite quant à leur objet ou montant ; - De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ; (5°) - De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ; (6°) - De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement du Syndicat Marne Vive ; (7°) - D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ; (9°) - De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ; (10°) - De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ; (11°) - D'intenter au nom du Syndicat les actions en justice ou de défendre le Syndicat dans les actions intentées contre lui, dans les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> o L'exercice au nom du Syndicat, par voie d'action ou d'intervention, de toute action en justice quelle que soit sa nature, devant l'ensemble des juridictions administratives, civiles et pénales, ainsi que devant toutes les autorités et juridictions sans exception en charge de contentieux spécialisés, aussi bien en première instance qu'en appel ou en cassation o , y compris en conséquence le dépôt de plainte et la constitution de partie civile au nom du Syndicat du fait d'infractions pénales, o La défense du Syndicat dans toutes les actions intentées contre lui, devant l'ensemble des juridictions administratives, civiles et pénales, ainsi que devant toutes les autorités et juridictions sans exception en charge de contentieux spécialisés, aussi bien en première instance qu'en appel ou en cassation, o La formulation d'observations lorsque le Syndicat est appelé en la cause en qualité d'observateur à une instance contentieuse afin de faire valoir les intérêts du Syndicat, o Le recours à la conciliation, à la médiation, à l'arbitrage en vue du règlement amiable d'un différend, qu'il soit pré-juridictionnel ou juridictionnel, et la demande d'homologation juridictionnelle de l'accord en résultant le cas échéant, o La négociation et la conclusion de transaction avec les tiers dont les conséquences financières pour le Syndicat n'excèdent pas cinq mille (5000) euros ; (16°) - De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le comité syndical. Le montant maximum de réalisation des lignes de trésorerie sera celui figurant dans la délibération d'un comité syndical à venir ; (20°) - D'autoriser, au nom du Syndicat, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont il est membre ; (24°) - De demander, à tout organisme financeur l'attribution de subventions, quels qu'en soient l'objet et le montant ; (26°) - D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement ; (29°) - D'admettre en non-valeur les titres de recettes présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur ou égal à deux cents (200) euros conformément à l'article D.2122-7-2 du CGCT. Le/La Président/e rendra compte une fois par an de ses
------------------	---

	décisions au comité syndical, au moyen d'un état listant les créances admises en non-valeur, et les motifs ayant présidé à cette admission. Il sera tenu à la disposition du comité syndical les pièces produites à l'appui de la demande d'admission en non-valeur présentée par le comptable public ; (30°) - D'autoriser les mandats spéciaux que les membres du comité syndical peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus à l'article L. 2123-18 du CGCT. (31°)
Article 2	Autorise le Président à déléguer sa signature aux agents désignés par l'article L. 2122-19 du CGCT pour les décisions relatives à chacune des matières ayant fait l'objet de la présente délégation
Article 3	Dit que les décisions prises par le Président en vertu de la présente délégation sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations du comité syndical portant sur les mêmes objets

Dit que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet du Val-de-Marne.

Fait et délibéré en séance le 28 mai 2026 les membres présents ayant signé la liste d'émargement.

M. le Président du Syndicat serait obligé envers M. le Préfet de bien vouloir porter à sa connaissance s'il a l'intention de déférer la présente décision devant la juridiction compétente.



Le Président,

Pierre-Michel DELECROIX